

# Spécialistes, politiques, citoyens : un débat insuffisant

Yves Farge

Directeur scientifique de Péchiney

La société intervient peu dans les débats sur la science, sur son exercice et ses résultats. Martine Barrère était consciente du caractère indispensable de tels débats publics. C'était l'une des raisons de son engagement dans le métier de journaliste.

G.C.

**L**a technique et la science ont toujours joué un rôle important dans l'évolution de nos sociétés et de leurs cultures. On parle de l'âge du bronze et de l'âge du fer, mais plus près de nous, ce fut la révolution de l'imprimerie qui a permis une vaste diffusion de la connaissance, révolution qui se poursuit aujourd'hui avec ce que j'appelle l'âge du silicium ou du microprocesseur, qui apporte la possibilité pour chacun d'avoir un accès encore plus immédiat à la connaissance avec un volume et une capacité de choix qui bien souvent nous dépasse. Ce fut aussi la révolution de la machine à vapeur, puis du moteur électrique et du moteur à essence qui a soulagé la peine physique des hommes avec l'apparition de ces esclaves mécaniques ; aujourd'hui, leur travail mental est également allégé avec l'introduction des microprocesseurs et des ordinateurs et leurs nombreuses applications qui se substituent à l'homme pour les tâches routinières et lui offrent tant de possibilités d'actions nouvelles. Cette évolution a pour corollaire, dans le monde de la production, une efficacité exceptionnelle qui conduit les

entreprises à des massives réductions d'effectifs. Le même phénomène a eu lieu dans le domaine de l'agriculture, puisqu'en trois générations il n'a plus fallu que 2% de la population pour en nourrir la totalité, contre la moitié au moment de la grande guerre. Des réflexions du même type pourraient être faites dans le domaine de la santé avec les vaccins, les antibiotiques et la pilule qui ont très profondément modifié les données démo-graphiques et les comportements individuels.

Toutes ces évolutions se sont produites sur un peu plus d'un siècle et les politiques sont fort peu intervenus car le coût de nombre de ces innovations n'était pas excessivement élevé. Ils sont davantage intervenus à partir de la dernière guerre, essentiellement pour des raisons de défense, dans le domaine du nucléaire ou de l'électronique, dont les coûts de développement étaient particulièrement importants. Ils sont également intervenus de plus en plus dans des domaines comme la santé ou l'agriculture où il y avait une demande sociale forte. Après la guerre, le monde politique a donc lancé un certain nombre

d'organismes spécialisés et soutenu la recherche fondamentale, mais il l'a fait sans toujours avoir une vraie stratégie d'ensemble et j'y reviendrai.

En dehors de l'industrie pour qui la technique est essentielle, la société de son côté n'est pas non plus beaucoup intervenue, sinon qu'elle adoptait ou refusait certaines innovations. Elle a pu avoir des attitudes de rejet face à des innovations qui seront finalement adoptées, par exemple le rejet des métiers à tisser par les canuts lyonnais ou le refus de certaines municipalités à voir le chemin de fer passer dans leur ville. En fait, la société intervient beaucoup plus qu'on ne le pense par son acceptation ou son rejet des innovations ; mais ceci fait rarement l'objet de débats. Il est d'ailleurs surprenant de voir le décalage entre l'influence des évolutions techniques et scientifiques sur nos sociétés et la faiblesse du temps que lui consacrent les médias ; Martine Barrère en avait parfaitement conscience et c'était l'une des raisons de son engagement dans le métier de journaliste. Cependant, la situation est en cours d'évolution et il commence à y

## Spécialistes, politiques, citoyens : un débat insuffisant

avoir des débats et des discussions, par exemple dans le domaine de l'environnement, sur la question du sida ou sur l'énergie nucléaire ; si beaucoup de ces débats restent encore à un niveau assez émotif, ils sont pourtant essentiels à l'avenir de nos sociétés, à condition que la raison s'y implique au maximum et qu'en particulier, ils intègrent les données scientifiques les plus récentes.

### Les lobbies scientifiques

Enfin, les spécialistes ont joué et continuent à jouer un rôle absolument majeur sur les choix dans le domaine scientifique et technique, d'abord bien entendu par leur travail quotidien, mais aussi par les actions sur les politiques et sur la société. En général, ils s'organisent de façon particulièrement efficace pour défendre leur point de vue et obtenir les crédits qu'ils estiment nécessaires à leur action. Ce qui peut être très positif, mais pas toujours. La décision de fabriquer le LHC (Large Hadron Collider) au CERN est un parfait exemple de travail de lobbying particulièrement bien organisé ; le débat sur l'urgence de fabriquer cette machine par rapport à d'autres urgences n'a pas vraiment eu lieu. Dans d'autres domaines, les spécialistes font appel directement aux dons du public pour des actions sur le cancer ou le sida. Si on pousse le système à l'extrême, on arrive à la situation de l'Union Soviétique juste avant sa dislocation : les

spécialistes scientifiques ou de l'espace avaient réussi à accaparer une partie extrêmement importante de la richesse nationale, contribuant, parmi d'autres causes, à l'appauvrissement de la société toute entière. Ce qui caractérise ce fonctionnement, c'est que chacun essaie d'optimiser sa partie mais qu'il n'y a pas d'optimisation du tout car l'optimum du tout n'est jamais l'addition de l'optimum des parties. Le monde des scientifiques et des techniciens n'a pas vraiment organisé les réels débats transversaux qui seraient nécessaires pour identifier ce qui pourrait être pour eux les réelles priorités et le monde des politiques ne les pousse pas suffisamment à le faire.

Or, le débat entre ces trois parties spécialistes, politiques, société, devient aujourd'hui encore plus indispensable pour un certain nombre de raisons qui sont à l'esprit de beaucoup de lecteurs. Tout d'abord, il y a une réelle mondialisation de nombreuses questions qui ne peuvent plus être traitées par les seuls spécialistes ou par les politiques d'un seul pays. Ceci est particulièrement vrai pour certaines questions environnementales car nombre de pollutions ne connaissent pas les frontières ; c'est à l'évidence vrai pour la société de l'information qui est en train de se bâtir sous nos yeux, ou pour des questions de santé publique qui deviennent plus difficiles à traiter avec la croissance rapide des déplacements. Deuxièmement, les moyens ne sont plus à la mesure

des besoins qui ne cessent de grandir dans des économies qui ne croissent en moyenne que de 2% par an depuis quinze ans ; on ne peut donc pas tout faire et des choix s'imposent, dont certains peuvent paraître éthiquement insupportables car chaque objectif est en général socialement justifié et lui donner une priorité moindre, c'est aller à l'encontre d'intérêts légitimes. Troisièmement, parce que les politiques ne sont en général guère armés pour résister aux pressions des lobbies scientifiques et autres, et que la société est plus que jamais concernée par ce qui se prépare dans les laboratoires.

Enfin, ce débat est important car les médias, si on les laisse faire seuls, ont une trop fâcheuse tendance à ne parler que du sensationnel et de l'éphémère et à ne mettre en évidence que les réactions les plus excessives de la société civile. Il faut que les spécialistes y apportent leur contribution et que les politiques effectuent les choix qui s'imposent, exerçant ainsi leurs responsabilités. C'est seulement à partir de ce débat où chaque partie contribue que l'on pourra espérer optimiser les choix à opérer.

Martine Barrère l'avait bien compris et, depuis très longtemps, cette question faisait partie de nos discussions. Nous n'avons pas les mêmes points de vue sur tout, et pourtant nos débats, sur nos désaccords mêmes, nous paraissent essentiels pour progresser. De même, dans le débat entre société, spécialistes et

---

politiques, il ne faut pas craindre les divergences ; elles sont normales et facteurs de progrès. Pour moi, il ne fait aucun doute que le conflit rédactionnel de Martine Barrère à la revue *La Recherche* portait exactement sur cette question : la science ne peut s'expliquer sans référence à la société qui l'engendre, aux questions de cette société sur son exercice et ses résultats. J'ai moi même essayé d'ouvrir ce débat avec le directeur de la revue, mais sans succès ce qui m'a conduit à démissionner de son conseil scientifique.

## Des débats entre organismes de recherche

Mais comment organiser ce débat ? En fait, il y a déjà de nombreux endroits où il se développe ; cependant il est encore tout à fait insuffisant. La Cité des Sciences et de l'Industrie et ses équivalents en province jouent un peu ce rôle. Mais c'est à une échelle beaucoup plus importante que le débat devrait être organisé. Au niveau de l'État, davantage pourrait être fait. A travers l'expérience que j'ai acquise durant les trois années où je fus le chef de la Mission Scientifique et Technique du Ministère de la Recherche et de la Technologie, j'ai pu mesurer la difficulté de lancer de tels débats entre les organismes concernés, leurs directeurs adoptant en général une attitude strictement défensive. Pourtant, des parts de leurs budgets devraient être réservées pour des actions

communes qu'ils définiraient par un débat entre eux. On peut citer quelques sujets comme la sûreté nucléaire avec le CEA et l'ADEME, les questions agricoles et l'environnement entre l'INRA, l'ADEME et le CNRS, l'économie de la santé entre le CNRS et l'INSERM, etc.

Ces débats entre organismes devraient être accompagnés par des débats et avis au niveau de conseils *ad hoc*, tant au niveau français qu'au niveau européen. Telle est la mission du Conseil Supérieur de la Recherche et de la Technologie ; il ne passe pas assez de temps à ces débats et ne conseille pas suffisamment le gouvernement sur les grands choix à effectuer. Il risque d'en être de même de l'Assemblée Européenne des Sciences et des Techniques, mise en place il y a un an, en raison de sa constitution où ne sont représentés que des scientifiques pour la plupart exerçant dans la recherche fondamentale. Il faut donc élargir ces conseils à d'autres membres que les seuls scientifiques ou technologues.

En fait, et pour conclure, il est évident que nos sociétés deviennent de plus en plus compliquées et que le débat pour décider des actions à mener va devenir de plus en plus long par rapport à l'action elle-même ; il faut consentir à y passer du temps. Par ailleurs, comme je l'ai dit plus haut, on ne peut pas tout faire et des choix s'imposent ; si nous manquons de conseils suffisamment représentatifs de toutes les

parties concernées pour donner des avis tant au niveau national qu'au niveau européen, nous manquons aussi largement de méthodes pour éclairer les choix malgré des progrès significatifs faits dans des pays anglo-saxons.

Peut-être faut-il s'inspirer de l'industrie qui a développé des méthodes pour éclairer les choix, utilisant à la fois des techniques de scénarios avec des évaluations des effets attendus et des "check-list" qui permettent de ne rien laisser dans l'ombre ; ces méthodes ont d'ailleurs pour avantage essentiel de forcer le débat à l'intérieur de l'entreprise ; de telles méthodes seraient parfaitement utilisables pour ouvrir de réels débats au niveau de la société.

Mais sans doute pour les mener à bien, ce qui manque le plus aujourd'hui dans notre pays, et plus généralement dans nos pays, ce sont des gens ayant beaucoup de hauteur et qui, après avoir été d'excellents spécialistes, sont devenus de très bons généralistes. Il ne fait aucun doute que Martine Barrère fut de ceux-là. A travers la grande expérience qu'elle avait acquise dans le journalisme, elle avait une connaissance des sujets et une hauteur de vue qui lui permettaient d'apporter une importante contribution au débat sur la politique scientifique et technique ; elle était d'ailleurs souvent invitée à y participer. ■